

Paris 21 Octobre 1864

Sire,

Je remercie vivement V.M. de la bonne lettre qu'elle m'a fait l'honneur de m'adresser. Je l'ai méditée longuement et je m'empresse d'y répondre en faisant appel à toute l'indulgence de V.M.

Je sais par expérience qu'une démarche intempestive peut avoir des suites fâcheuses. Le récent exemple de cette con- cernant le transport de la capitale en est une preuve. Aussi avant de faire une communication aussi grave que celle contenue dans la lettre de V.M., j'ai cru qu'il était de toute nécessité de reconnaître le terrain, et de rendre compte, au préalable, à V.M. de l'effet que selon toute probabilité elle ferait sur l'es- prit de l'Empereur.

La communication que V.M. désirerait faire à l'Empereur peut se résumer dans ces trois points:

1° Demander à l'Empereur d'initier la question de la Vénétie par un Congrès ou bien

2° Demander à l'Empereur de traiter cette même ques- tion directement avec l'Autriche

3° Préparer en toute cas l'Empereur à l'éventualité prochaine d'une guerre entre l'Italie et l'Autriche.

D'après les informations confidentielles que je me suis adroitement procurées, *informations* qui sont, du reste, con- formes en tout point à ce que je savais déjà des dispositions de l'Empereur, il résulte que l'Empereur ne serait pas disposé à accueillir les deux premières demandes, et voici les raisons.

L'Empereur a émis l'année passée l'idée du Congrès. Elle a été rejetée par toutes les grandes Puissances et sur- tout par l'Autriche. L'Autriche a déclarée en cette occasion qu'elle n'accepterait de Congrès, qu'autant qu'elle aurait la

certitude que la question de la Vénétie n'y serait pas posée.  
Redemander un Congrès, et le redemander précisément pour y traiter cette question, équivaudrait à s'exposer à un refus certain.

L'Empereur ne peut pas s'exposer à un refus, à moins qu'il ne le cherche exprès pour avoir un prétexte de faire la guerre. Mais, ainsi que j'aurai l'honneur de l'exposer tout à l'heure à V.M., L'Empereur ne veut pas la guerre. Cela étant, il ne voudra pas de gaieté de coeur exposer sa dignité à la certitude d'un refus. La question de traiter directement avec l'Autriche pour une cession pacifique de la Vénétie sera écartée pour la même raison. L'année passée j'avais préi l'Empereur d'en faire dire un mot à Vienne. L'Empereur n'a pas voulu. Il m'a dit alors que cela pourrait être fait sans inconvénient par l'Angleterre, mais non par la France. Un refus donné à l'Angleterre n'aurait pas, en effet, les conséquences d'un refus donné à la France. Il est certain que l'Autriche se refusera à écouter quelque proposition que ce soit à ce sujet. Dès lors la position serait la même que dans le cas précédent, c'est à dire que l'Empereur devrait ou essayer le refus de l'Autriche sans souffler mot, ou bien en prendre prétexte pour cédlarer la guerre, ce qui est bien loin de ses idées.

Passons maintenant au 3ème point. L'Empereur nous conseille à faire une politique d'ordre, d'épargne, et, par conséquent de désarmement. C'est le conseil qu'il nous donne constamment lorsque l'occasion s'en présente: mettre les finances en ordre et attendre. Voilà son axiôme. Cependant si V.M. lui disait qu'elle est absolument forcée à faire la guerre à l'Autriche, l'Empereur répondrait: "faites-la, mais ne comptez pas sur moi: "si l'Autriche vous attaque, vous pouvez compter sur la sympathie de l'Europe et sur les précédents de ma politique, mais "si c'est vous qui attaquez, tirez vous d'affaire."

Telle serait sans nul doute la réponse de l'Empereur. Est-ce à dire que si l'Italie était battue, si l'Autriche envahissait la Lombardie et le Piémont la France resterait l'arme au bras? Je ne le pense pas. L'Empereur viendrait nous aider, et redescendrait peut être une seconde fois en Italie. Mais à quelles conditions? L'idée de la fédération reviendrait peut-être sur le tapis et par conséquent la perte de Naples serait peut être l'un des résultats de cette position. Cette prévision me paraît extrêmement grave, et je ne peux à moins d'appeller sur elle toute l'attention de V.M.

Mais est-ce que l'Empereur est réellement contraire à toute idée de guerre? Oui, Sire: je n'hésite point à l'affirmer. Il y est contraire par des raisons personnelles. Il y est contraire par des raisons de politique générale intérieure et extérieure. En voulez Vous une preuve, Sire? Il n'y a pas longtemps l'Angleterre le sollicitait pour faire la guerre en faveur du Danemark. L'occasion était magnifique. La reconstitution de l'alliance occidentale (France, Angleterre, Italie, et avec elles, le Danemark et la Suède) la solution de la question vénitienne, la frontière du Rhin à la France. Tel devait être le résultat de la campagne. Eh bien! l'Empereur a refusé net. Il faut bien dire aussi que l'opinion publique en France ne fut jamais aussi pacifique qu'à présent. Il y a ici une véritable rage de paix. Les tendances du Corps Législatif, du Sénat et de toute cette partie de l'opinion publique qui a le moyen et l'occasion de se manifester, est dans un sens opposé à la guerre, dans le sens des réformes libérales à l'intérieur. Il faut également ne pas perdre de vue la situation générale de l'Europe. Elle n'est pas favorable à une guerre faite par la France. V.M. se rappellera que l'Empereur s'est arrêté à Villafrance, au milieu d'une campagne victorieuse, étant parfaite-

ment sûr de l'Angleterre, étant presque allié à la Russie. Comment se déciderait-il à tirer l'épée maintenant contre l'Autriche avec l'Angleterre peu sûre, la Russie froissée, irritée, hostile, la Prusse capable de se joindre à l'Autriche pour peu que celle-ci la laisse faire à sa guise dans les Duchés, l'Allemagne toute entière ayant la menace à la bouche et la défiance au cœur? Non Sire, l'Empereur ne veut pas faire la guerre, et si nous le forçons, en cas de défaite à repasser les Alpes, il y mettra peut-être des conditions que V.M. ne pourra jamais accepter. Ces conditions ne seront certes pas des annexions à la France de quelques morceaux de territoire italien. L'Empereur n'y pense pas. Mais ces conditions consisteront dans un retour à des idées de confédération. Telle est, du reste, ma conviction.

Dans cet état des choses, je me demande, Sire, s'il est bien sage de mettre en avant l'idée d'une guerre au printemps, entre l'Italie et l'Autriche. Je ne suis pas compétent en matière de guerre. C'est à V.M. et à Ses généraux de juger si nous sommes en mesure de faire seuls la guerre à l'Autriche. Je me permets seulement de faire humblement remarquer à V.M. que si l'on n'a pas à cet égard une conviction absolue et fondée, V.M. et ses Ministres ne peuvent pas risquer ainsi la couronne de V.M., l'avenir de ses enfants, les destinées de la Nation. Que V.M. me pardonne, je la supplie, la franchise de mon langage. Mais je crois de mon devoir de répondre par la plus grande franchise à la confiance dont V.M. m'honore.

Certes, ce que V.M. me dit des conditions intérieures du pays est bien grave et bien triste. Je ne me dissimule nullement les énormes difficultés contre lesquelles V.M. doit lutter. Mais je suis convaincu que V.M. pourra les vaincre. Elle en a vaincu bien d'autres! Seulement il est indispensable de rétablir l'autorité dans le pays. Que V.M. parle ferme et haut: qu'

elle fasse bien savoir au parti de l'action qu'elle est disposée à le combattre à outrance s'il ne se tient pas tranquille, et la guerre civile sera évitée. La crise actuelle est passagère. Tous les éléments honnêtes, et ils sont, Dieu Merci, l'immense majorité, se rallieront, comme ils l'ont toujours fait, autour de V.M. Personne en Italie n'a le droit d'être plus Italien que Vous, Sire. Qu'on le sache et qu'on le dise, et tout ira bien. Et lorsque le temps sera venu, lorsque la situation de l'Europe le permettra, alors, mais alors seulement, on pourra tirer l'épée avec la certitude du succès. En attendant il est de la plus haute importance, il est indispensable qu'on mette ordre aux Finances, car "senza quattrini non si fa all'amore."

Lorsque je suis revenu à Paris, j'ai trouvé l'Empereur sous la mauvaise impression des faits de Turin et du changement de Ministère. J'ai longuement expliqué à S.M. les causes et les malentendus qui avaient produit ce résultat, et j'ai surtout démontré la nécessité où V.M. s'était trouvée, de changer de Ministère.

Je lui ai porté en même temps des assurances catégoriques de la part du nouveau Ministère sur l'exécution de la Convention. J'ai été assez heureux, Sire, pour dissiper toute mauvaise impression dans l'esprit de l'Empereur.

Mais si maintenant, à un intervalle si rapproché, on fait à l'Empereur une communication dans le sens de la lettre de V.M., je suis convaincu qu'elle ne serait pas la bienvenue, et qu'elle produirait un mauvais effet.

En soumettant ces réflexions à l'examen de V.M. je fais appel une seconde fois, à l'indulgence et à la bienveillance de V.M. et je Vous prie, Sire, de vouloir bien agréer l'expression des sentiments les plus respectueux et les plus dévoués avec lesquels je suis, Sire,

de V.M.

le très h. et t. ob. serviteur et sujet

signé : NIGRA